



COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 21 DECEMBRE 2017 NON AU PLAN SOCIAL A LA DGFIP !

Le comité technique local de la DGFIP du Finistère va inscrire pour 2018 la suppression de 21 emplois, qui ne manqueront pas d'impacter le fonctionnement des services ainsi que les conditions de travail des personnels.

Une fois de plus, ces arbitrages ne tiennent pas compte d'un recensement objectif des charges de travail et des emplois nécessaires à un exercice normal des missions de la DGFIP.

Nous rappelons aujourd'hui, qu'en dix ans, ce sont 350 emplois qui ont disparu soit l'ensemble des effectifs de la DGFIP travaillant à Brest.

Cela correspond à un plan social 2 % des emplois perdus en 2018 et très certainement 6 % par an à partir de 2019.

Dans un contexte où les sollicitations des usagers et des partenaires locaux ne cessent de croître, cette stratégie du toujours plus avec toujours moins de moyens ne peut mener qu'à une impasse.

Dans le même temps, les orientations gouvernementales encourageant à réfléchir au niveau de pertinence de l'intervention de l'État ne peuvent nourrir que les plus vives inquiétudes quant à l'avenir de la DGFIP.

NOUS, les Organisations CGT SOLIDAIRES et CFDT n'entrerons jamais dans une logique de cogestion avec la DGFIP 29 et refusons de discuter la localisation des suppressions d'emplois. Tous les services sont en souffrance, c'est la suppression dans son ensemble que nous condamnons et combattons.

En conséquence, nous réaffirmons notre volonté de ne pas siéger par le boycott de cette deuxième convocation de ce Comité technique local, nous tenons à manifester notre profond désaccord envers cette politique aveugle de destruction des emplois de la DGFIP.

Le professionnalisme et le dévouement des personnels ont contribué jusqu'alors à maintenir les bons résultats de la DGFIP au détriment de leurs conditions de travail.

Ils exigent désormais que leurs légitimes demandes, pour obtenir des moyens, ainsi qu'une véritable reconnaissance de leurs efforts, soient prises en considération.

L'exemplarité sans limite de la DGFIP et de ses agents n'a que bien trop duré, nous exprimons aujourd'hui le ras le bol des personnels qui n'en peuvent plus d'être considéré comme des variables d'ajustement budgétaire.